



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1075>

Bulletin du GD 44 de mars 2012

- Dans les départements - Loire-Atlantique - Bulletins de l'Ecole Emancipée 44 -



Date de mise en ligne : samedi 26 mai 2012

Description :

[Le bulletin du GD 44, à lire et à télécharger](#)

- ▶ Le Snés en congrès
- ▶ La fabrication des inégalités scolaires
- ▶ La perte du triple A, révélateur d'une crise de civilisation
- ▶ La formation des maîtres : un levier pour la démocratisation **L'École Émancipée**
- ▶ Éducation prioritaire : « ECLAIR m'a tuer ! »
- ▶ Réseau salariat
- ▶ Le tireur doit être condamné

[Bulletin complet téléchargeable en bas de page-](#)

Sommaire :

- ▶ 1 Édito
- ▶ 2 Le Snes en congrès
- ▶ 5 La fabrication des inégalités scolaires
- ▶ 6 La perte du triple A, révélateur d'une crise de civilisation
- ▶ 8 La formation des maîtres : un levier pour la démocratisation
- ▶ 9 Éducation prioritaire : « ECLAIR m'a tuer ! »
- ▶ 10 Réseau salariat
- ▶ 12 Le tireur doit être condamné

ÉDITO

Si l'effacement d'une partie de la dette grecque a pu un temps faire illusion, en Europe l'heure est encore et toujours à une austérité insupportable accompagnée de régressions démocratiques accélérées comme en Hongrie. Contre ces politiques, la mobilisation du 29 février fut très en deçà des nécessités.

En France, les élections présidentielles occupent le terrain médiatique. Sur fond d'antisémitisme, les drames de Toulouse et Montauban donnent une occasion à l'extrême droite et à une partie de la droite de mettre le pays sous tension au tour des questions de sécurité et d'immigration. Le bilan de Sarkozy, son programme de candidat, la poursuite jus qu'au dernier moment d'une politique antisociale et xénophobe justifient de tout faire pour qu'il disparaisse du paysage politique.

On sait bien que ce ne sera pas suffisant pour abattre les politiques néolibérales, mais une victoire du clan UMP serait un rude coup pour un mouvement social qui a peiné à s'y opposer efficacement. Constatons d'ailleurs que les salariés ne s'y trompent pas puisque cette campagne présidentielle n'a pas éteint les mobilisations sociales comme cela a pu être le cas lors des précédentes. Partout des résistances continuent de se mener, dans les entreprises et dans les services publics. L'imposante manifestation de samedi 24 mars contre le nouvel aéroport de Nantes confirme cette disponibilité pour l'action.

Dans l'éducation, l'offensive ministérielle se poursuit, notamment par les suppressions de postes et la déréglementation comme dans les ECLAIR. Les grèves et manifestations de ces derniers mois, si elles n'ont pas suffi à faire reculer le gouvernement sur la question de l'évaluation des personnels notamment, ont largement contribué à mettre en avant la question éducative dans l'opinion et le débat présidentiel. Rien d'engageant cependant dans les programmes en matière de redressement du service public d'éducation. Des lieux communs et des conceptions réactionnaires continuent de parasiter la pensée politique au sujet du temps de travail des personnels, des rythmes scolaires, ou encore du socle commun : la FSU doit réaffirmer ses propositions en rupture avec la loi Fillon pour une école plus démocratique et obligatoire jusqu'à 18 ans.

L'heure n'est pas à la résignation, pas plus qu'à l'attente de lendemains qui chantent par les seuls bulletins de vote. Le syndicalisme français, toujours divisé, doit se ressaisir et ouvrir des perspectives d'avenir. Si ce n'est pas possible avec tous, il faut développer les pôles de lutte et de combativité en s'appuyant sur les forces déjà en mouvement. Le travail unitaire avec la CGT, avec Solidaires, avec - quand c'est possible - les autres organisations, doit se développer et donner confiance aux salariés, chômeurs, retraités dans leurs capacités d'intervention.